

# RESTITUTION DE L'ÉVÉNEMENT PARTICIPATIF CITOYEN SUR LA LUTTE CONTRE LA FAIM ORGANISÉE PAR JEAN-LUC BRACONNIER, DELEGUE ACTION CONTRE LA FAIM RHÔNE

LE 23 MAI 2019  
A L'ECOLE 3A DE LYON DE 18H A 20H SUR LE THEME « BRISER LE CERCLE ENTRE  
FAIM ET CONFLIT »

---

## DÉROULEMENT GÉNÉRAL

### Nombre de personnes présentes

- 16 participants
- 3 organisateur.rices
- 1 intervenant:
  - Michael Siegel

### Rappel du programme de la consultation

#### *Nom des intervenants et ordre d'intervention*

1. Présentation de l'objectif de la séance, de la structure et des animateurs : *Jean-Luc Braconnier – délégué Action contre la Faim Rhône*
2. Présentation du G7 et de ses enjeux – *Michael Siegel*
3. Pourquoi parler de l'eau alors qu'on s'appelle Action contre la Faim ? Liens eau et conflits - *Michael Siegel*
4. Questions/Réponses - *Michael Siegel*
5. Débats (*pas de sous-groupe*) – *Michael Siegel*

6. Restitution et discussion – *Michael Siegel*

7. Conclusion – *Jean-Luc Braconnier*

## SYNTHÈSE DES ÉCHANGES

*Q : question / R : réponse / I : intervention*

### Résumés des interventions des expert.es

#### **I : Introduction**

Pourquoi parler de l'eau alors qu'on s'appelle Action contre la Faim ?

- 50% de la malnutrition infantile est due à une eau insalubre, un assainissement inadéquat et à une mauvaise hygiène.
- Chaque année, Action contre la Faim, fournit une aide en eau, hygiène et assainissement à plus de 6 millions de personnes dans 40 pays.

Exemples : dans la région du Lac Tchad et en Jordanie

#### **Des besoins considérables en EAH suite aux conflits**

Du fait de la multiplication par deux des crises humanitaires ces 10 dernières années, ce sont près de 80 millions de personnes réfugiées, déplacées ou affectées qui sont aujourd'hui privées d'accès à l'eau potable – soit l'équivalent de la population de l'Allemagne.

Exemples : au Soudan du Sud et en République centrafricaine

Faute de maintenance, les réseaux d'eau des zones affectées par les conflits ne sont pas en mesure de répondre à l'afflux massif de réfugiés et de déplacés. Or en privilégiant des solutions à court-terme et coûteuses comme la livraison d'eau par camions, les bailleurs ne permettent pas aux populations vulnérables d'avoir durablement accès à l'eau.

Exemples : en Ouganda et en Jordanie

Cela a de graves conséquences sur la santé des populations en favorisant la propagation de maladies hydriques (choléra, Ebola etc.) et en affaiblissant leur état nutritionnel.

Exemples : au Yémen et à Gaza

#### **Des financements insuffisants pour faire face à la crise**

- Sur 1,3 milliards d'euros requis en 2018, les bailleurs de fonds ont mobilisé seulement 554 millions d'euros.
- Seulement 42% des besoins en eau des populations affectées par les crises humanitaires ont été satisfaits par les bailleurs de fonds en 2018.
- Selon l'OCDE, la France ne dédie aujourd'hui qu'1,25% de son aide publique au développement à l'assistance humanitaire.

Exemples : au Bangladesh, au Tchad, en RCA, en République Démocratique du Congo, au Soudan du Sud, au Nigeria

### **Une réponse politisée contre-productive**

La politisation de l'aide par les autorités nationales peut nuire à la durabilité de l'aide en freinant la transition des actions d'urgence (water-trucking) vers des actions de résilience (réhabilitation des réseaux d'adduction d'eau).

Exemple : au Liban

Par ailleurs, les mesures anti-terroristes :

- Des bailleurs de fonds peuvent freiner la mise en œuvre de projets WASH de long-terme.
- Des autorités nationales pour lutter contre le « terrorisme » et les migrations au Sahel peuvent éventuellement **restreindre l'accès des populations civiles aux ressources en eau**.
- Peuvent également **restreindre la capacité de la société civile à jouer son rôle de contre-pouvoir démocratique** et à réclamer des comptes sur le soutien aux services publics comme la WASH auprès des décideurs nationaux.

Exemple : en Syrie, à Gaza, en Somalie, au Niger,

Détournement de l'aide pour la WASH au profit d'activités sécuritaires

Instrumentalisation de l'aide WASH au service d'enjeux géopolitiques

### **Un droit international bafoué**

- Le déni d'accès humanitaire pour les acteurs de l'eau
- La destruction d'infrastructures en eau et contamination de sources d'eau
- Le détournement de l'approvisionnement en eau

*Ne pas hésiter à ajouter les questions posées pendant la présentation en plénière ainsi que les réponses*

- Etat des lieux de l'accès aux systèmes WASH aujourd'hui dans le monde
- Conséquences sur les populations
- Impacts sur les conflits
- Implication financière des bailleurs / aide au développement

## **DÉBAT SUR LES PROPOSITIONS**

## Recueil d'idées

*Constats, points de convergences globaux, liste des 5 recommandations principales*

Liste des recommandations sélectionnées :

- Création d'un fond bleu flexible et multi-annuel (sur le même principe que le fond vert pour le climat)
- Implication des autorités locales
- Flécher les investissements réalisés en matière d'aide au développement pour une meilleure répartition
- Sensibiliser les autorités locales et les groupes armés sur le manque d'accès aux zones de conflits par les humanitaires
- Criminaliser le refus d'accès humanitaire (CPI)
- Impliquer davantage les diasporas dans le financement du développement
- Soutenir l'agenda localisation pour autonomiser les partenaires locaux